

# GRIP

Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix  
Chaussée Saint-Pierre, 141, 1040 Bruxelles  
Tél : 02/647.45.41 - Compte : 001-0730404-70

périodique bimensuel  
Dossier "notes et documents"

dossier n° 10  
17 décembre 1979

"L'installation des missiles nucléaires  
et le rapport de forces en Europe"  
par Arié ZAKS

P.V.: 30 F.

S O M M A I R E

---

I. <u>La menace soviétique</u>	p.2
A. Les moyens conventionnels	p.2
B. Les armes nucléaires	p.4
C. Les budgets militaires	p.5
D. La volonté agressive du Pacte de Varsovie	p.6
E. L'homogénéité du Pacte	p.6
II. <u>La situation de l'OTAN</u>	p.7
III. <u>Scénario pour des négociations</u>	p.9

---

Une série de documents publiés récemment donne une vision assez originale du rapport des forces entre l'Est et l'Ouest. Depuis quelques temps, un certain nombre d'experts ont présentés la situation stratégique et militaire en Europe comme explosive et dangereuse pour l'OTAN. Il nous a semblé utile de présenter brièvement les vues de spécialistes qui se sont interrogés sur cette soulaine panique des militaires et sur la réalité de la situation.

Nous avons repris pour l'élaboration de ce dossier :

- Rapport général de la commission militaire de l'Assemblée de l'Atlantique Nord sur la sécurité de l'Alliance et le rôle des armes nucléaires. (Rapporteur : M. Klaas de VRIES (P-B). Oct 1979.
- Rapport général de la commission politique de l'Assemblée de l'Atlantique Nord sur les développements politiques de l'Alliance. (Rapporteur : M. Peter CORTERIER (Allemagne). Octobre 1979.
- Le Monde Diplomatique de décembre 1979, ("dossier la surenchère nucléaire") pp 15 à 18.
- Le Nouvel Observateur des 10 au 16 décembre 1979. ("Scénario pour une troisième guerre mondiale") pp 62 à 69.
- Vrede de novembre 1979. (Article de M. GEUKENS de la VUB)
- El País du 13 décembre 1979. (Rapport de l'Institut de Recherche sur la Paix et la Sécurité de Hambourg) p 2.
- Le Monde du 30 octobre 1979. (Résumé de l'annuaire "Flottes de combat 1980").

## I. La menace soviétique

La majorité des documents étudiés met en doute non seulement les chiffres cités par les experts occidentaux mais parfois la supériorité prétendue du Pacte de Varsovie.

### A. Les moyens conventionnels

Dans la terminologie militaire, ces armes sont celles qui ne sont pas dotées de têtes nucléaires (les chars, les avions, l'infanterie, la marine ...).

Le dossier du "Nouvel Observateur" affirme que la soi-disante supériorité toujours admise du Pacte de Varsovie dans ce domaine est un mythe et que certains rapports secrets américains qui détruisaient ce mythe n'ont pas été rendus publics parce qu'ils "étaient trop contradictoires avec les thèses officielles américaines...".

Le même dossier présente, par exemple, les chars soviétiques comme de vieux routards. "On y compte un grand nombre de véhicules déclassés, ... qui ne tiennent pas devant les techniques modernes de la lutte antichar". Cette opinion est soutenue par Andrée JALLOH dans le "Monde diplomatique" lorsqu'elle écrit : "Si la supériorité numérique des chars du Pacte de Varsovie s'impose..., il semble que soit moins justement évalué le potentiel occidental de défense anti-tank...". Grâce à un certain nombre de missiles guidés, continue l'auteur, "les occidentaux peuvent dissocier les chars du Pacte de Varsovie de leur infanterie et ce sans symétrie...".

Il en est de même pour le nombre d'hommes sous les armes où contrairement à ce que l'on croit, l'OTAN a toujours eu, selon le "Nouvel Observateur" plus d'hommes que le bloc de l'Est et que, de plus, selon Pierre DABEZIES, des experts reconnaissent "que les grandes unités soviétiques ne sont ni déployées ni engerbées pour une grande offensive".

La Marine soviétique a souvent été présentée comme un épouvantail, notamment par le général CLOSE dans son livre : "L'Europe sans défense ?". Or, cette supériorité maritime soviétique ne semble pas si évidente.

Certains spécialistes relèvent des faiblesses opérationnelles de la marine soviétique : sa flotte de sous-marins d'attaque est impressionnante par son nombre, note "Flottes de combat 1980", mais dans l'ensemble "ces sous-marins d'attaque sont inférieurs à ceux des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne". La flotte logistique elle-même est "encore loin d'être à la hauteur des besoins réels". L'entraînement des forces de surface ne serait qu'assez moyen si ce n'est médiocre.

Comment ignorer que la marine de l'URSS se trouve dans une situation stratégique inconfortable ? Pour sortir de leurs abris, les bateaux doivent passer à portée de canon ou de missiles de bases américaines ou alliées. La seule voie libre serait l'Arctique mais ce sont des régions où les ports sont bloqués par les glaces 6 mois par an.

Pour l'Institut de Recherche sur la Paix et la Sécurité de Hambourg, un "sixième de cette marine est obsolète, bonne à la casse". Certains experts estiment même qu'en cas de guerre la première chose que l'URSS devrait faire ce serait, par exemple, de retirer tous ses bateaux de la Méditerranée si elle ne veut pas les voir au fond de l'eau dans les trois quarts d'heure qui suivent le déclenchement du conflit.

#### B. Les armes nucléaires

Sur ce point, les documents reconnaissent tous la remarquable percée accomplie par le Pacte de Varsovie. Mais une fois de plus, des réserves sont émises quant à la réalité et la nouveauté de la menace.

Tous rappellent que l'URSS a été ceinturée depuis le début des années 1950 par une chaîne ininterrompue de bases nucléaires américaines : depuis lors, l'URSS a essayé de combler son retard et elle semble y parvenir, mais on ne peut parler de supériorité comme l'affirment certains. Le Nouvel Observateur reprend des citations de militaires américains précisant que "l'URSS ne détient pas la supériorité stratégique et ne l'obtiendra pas à l'avenir...".

Sur le plan strictement européen, les choses ne sont pas aussi simples que ce que les militaires prétendent.

L'invulnérabilité des missiles soviétiques ne semble pas évidente pour le Nouvel Observateur qui dit notamment : "Les Soviétiques ne savent même pas combien de leurs missiles quitteraient les silos, combien y resteraient coincés pour cause d'incidents techniques...".

Même le missile SS-20, réputé invulnérable, semble mis sur la sellette par le monde diplomatique : Pierre DABEIES n'est pas sûr qu'au point de vue précision Moscou soit en avance. Andrée JALLOH, elle, rapporte les doutes de chercheurs hollandais quant à l'efficacité et la précision du SS-20 face à ses "équivalents" occidentaux.

Enfin, le fameux avion Backfire, tant craint par les experts américains, ne semble pas non plus invincible. En effet, le général ELLIS, ancien commandant du Strategic Air Command, a déclaré que "s'il fallait échanger le F 111 américain contre le "Backfire" soviétique, l'Amérique ferait une mauvaise affaire". De plus, les missiles de croisière que les Etats-Unis possèdent déjà peuvent modifier leur programme de vol, après observations par un satellite de la trajectoire du Backfire.

### C. Les budgets militaires

Il passe souvent pour un fait acquis que l'URSS dépense 1/3 de plus pour son armée que les Etats-Unis. Mais, selon les experts du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), il s'agit là d'un exercice de propagande particulièrement réussi. Ces experts montrent comment les militaires américains font leurs calculs. Ils alignent tout le potentiel militaire soviétique et évaluent simplement ce que cela coûterait en dollars, sans tenir compte du fait par exemple que les Etats-Unis ont une armée de métier alors que les Soviétiques ont une armée de conscrits qui ne leur coûtent presque rien et dont ils font un usage pléthorique. Les Etats-Unis ont par exemple besoin de 75 000 hommes pour servir leur potentiel stratégique alors que l'URSS en aligne au moins 5 fois plus pour les mêmes besoins.

De même, la CIA a récemment augmenté d'1/3 son évaluation des dépenses militaires de Moscou en arguant qu'auparavant la productivité du secteur industriel militaire par rapport au Civil avait été surestimée. Il faut, selon la CIA, tenir compte de l'inefficacité, du gaspillage et de l'incompétence du secteur militaire soviétique, donc estimer que les produits de l'industrie militaire coûtent beaucoup plus. Pour le SIPRI, il s'agit là d'une indication plutôt d'une faiblesse soviétique et non d'un accroissement réel de l'effort militaire.

#### D. La volonté agressive du Pacte de Varsovie

La récente intervention de l'URSS en Afghanistan n'est certes pas la première du genre. Tout le monde se rappelle des précédents de Budapest en 1956, de Prague en 1968 et des "aides" apportées à certains gouvernements africains : Ethiopie, Angola... Mais peut-on parler de volonté agressive par rapport à l'Europe occidentale ? Les citations le prétendant ne manquent pas et les scénarios imaginés depuis quelques temps sont assez éloquentes : depuis "l'Europe sans défense ?" jusqu'à la "3ème guerre mondiale", tous s'accordent à décrire une attaque soviétique sur l'Europe occidentale. Il nous a semblé intéressant de relever des opinions d'experts qui, sans pouvoir être taxés de prosoviétisme, ne partagent pas cet avis :

- le général GALLOIS ne croit pas du tout à une agression armée des Soviétiques contre l'Europe de l'Ouest, en raison du caractère trop aventureux de cette action.
- Le docteur Christoph BERTRAM, directeur de l'IISS (International Institute for strategic studies of London) ne voit pas quel intérêt l'URSS pourrait retirer d'une guerre contre l'Europe de l'Ouest. "Elle a déjà trop de problèmes en Europe de l'Est avec ses propres alliés dont l'attitude est loin d'être sûre".
- L'économiste Kenneth GALBRAITH estime que "les Soviétiques ont connu des expériences de guerres beaucoup plus horribles que les nôtres. Tous ceux qui ont eu l'occasion de discuter avec eux n'ont aucun doute quant à la profondeur de leur angoisse devant l'idée d'une guerre nucléaire".

#### E. L'homogénéité du Pacte

Il s'agit une fois encore d'un argument employé pour noircir la situation. Le caractère diversifié de l'OTAN avec tous les risques de dissensions qu'il comporte est opposé au bloc monolithique du Pacte. Nous avons déjà repris plus haut l'appréciation de M. BERTRAM de l'IISS sur la fiabilité absolue des "alliés" de Moscou.

Mais à ce sujet, c'est une longue analyse de M. CORTERIER de l'Assemblée de l'Atlantique Nord qui a retenu notre attention. Ce parlementaire occidental se livre à une analyse fouillée des résultats de la politique extérieure de l'URSS, mais aussi à une étude des contraintes du Pacte de Varsovie.

Le bilan de la politique extérieure soviétique est si médiocre que M. CORTESE "est convaincu que les activités soviétiques, en Afrique notamment, ne nécessitent pas la constitution de moyens d'intervention régionale". (Rapport politique de l'Assemblée de l'Atlantique Nord ; 37).

Etudiant les contraintes intérieures du Pacte, l'auteur en relève plusieurs assez fondamentales : les difficultés économiques ne font qu'augmenter, l'URSS devra donc soit diminuer son budget militaire, soit diminuer la production de ses biens de consommation; le taux de natalité de la "Grande Russie" ne fait que diminuer, les Musulmans et les Ukrainiens deviendront donc bientôt majoritaires; l'approvisionnement du pays en pétrole connaît de graves difficultés.

Au point de vue extérieur, la Chine se présente toujours comme ennemi potentiel de plus en plus puissant, et dans les autres pays du Pacte de Varsovie le nationalisme, le désir d'indépendance et les aspirations des libertés démocratiques se font de plus en plus sensibles, en Roumanie et en Pologne par exemple. Enfin, "peu de jeunes états considèrent encore l'URSS comme un modèle. Bien au contraire, la plupart d'entre eux estiment qu'elle représente un régime ultra conservateur, impérialiste et totalitaire..." (pp39,40)

Le rapporteur conclut qu'il serait erroné de croire que l'URSS est au bord du gouffre... Toutefois "la série de problèmes auxquels elle se trouve confrontée laisse penser que la puissance soviétique a des limites et des contraintes, ce dont l'Alliance et ses pays membres devraient être conscients lors de l'élaboration de leurs politiques". (p40)

## II. La situation de l'OTAN

Il est faux de dire, précisent les différents auteurs, que l'OTAN est sans réponse face à l'accroissement de la puissance soviétique.

Le Nouvel Observateur relève que depuis 69, "l'arsenal américain s'est accru d'un nombre d'armes presque aussi grand que la totalité de l'arsenal soviétique existant... Certes, les Etats-Unis n'ont,



contrairement à l'URSS, développé aucun nouveau modèle de fusées. Mais ils ont introduit, grâce à leur avance technologique, des améliorations tellement spectaculaires... qu'elles compensent largement l'augmentation quantitative de l'arsenal soviétique et, pour un prix environ cinq fois inférieur".

Christoph BERTRAM affirme lui que "La modernisation des armements n'est pas le monopole de l'Armée Rouge."

Dans le rapport de M. CORTERIER déjà cité, on trouve une citation de M. Brown, secrétaire d'Etat à la défense qui déclarait le 9 juillet 1979 : "En déployant, au cours des 10 dernières années, plus de 1000 missiles mirvés, nous avons en fait quadruplé notre effectif de missiles à ogive nucléaire... En outre, nous avons mis en oeuvre des programmes destinés à améliorer chacun des trois piliers de la force stratégique des Etats-Unis". (p. 44)

C'est dans le cadre de ces modernisations que s'insèrent les programmes Pershing 2 et Cruise, souligne le Nouvel Observateur qui remarque que c'est un an avant d'avoir découvert le SS-20 que les experts américains ont commencé les essais. Donc "la mise au point de ces engins était prévue bien auparavant et en dehors de tout développement nucléaire du côté soviétique".

Alors la question à se poser est de savoir si l'OTAN possède actuellement les armes pour répondre aux missiles soviétiques.

M. GEUKENS cite un certain nombre d'experts occidentaux affirmant que l'arsenal occidental est, depuis longtemps et encore à l'heure actuelle, tout à fait capable de répondre à une agression soviétique grâce à ses missiles.

Le rapport de l'Institut de Recherche sur la Paix et la Sécurité de Hambourg démontre qu'en cas d'attaque par surprise du Pacte de Varsovie, l'OTAN serait encore capable de détruire les 30 plus grandes villes de l'URSS et d'anéantir 59 % de sa capacité industrielle.

Le Monde diplomatique tire la même conclusion après avoir constaté que les Soviétiques accusent "un retard important dans les techniques de miniaturisation et de guidage, qui relèvent de l'électro-

nique... et supposent... tout un environnement industriel et économique".

Mais le passage le plus intéressant au sujet de la situation de l'OTAN nous semble être un extrait du rapport de la commission militaire de l'Assemblée de l'Atlantique Nord présenté à Ottawa en octobre 1979. Dans ce rapport M. DE VRIES affirme notamment : que l'impression de faiblesse que donnent les forces nucléaires de théâtre de l'OTAN provient à la fois de l'idée exagérée que se fait l'opinion des possibilités militaires du SS-20 et de la polarisation sur certains scénarios de guerre nucléaire limitée. Quelle que soit au demeurant la réalité de la menace des forces nucléaires soviétiques de théâtre, il est indéniable que l'idée d'une faiblesse occidentale s'est formée et répandue". (P 29)

Un autre fait qu'il nous a paru intéressant de relever est le choix des experts occidentaux quant aux missiles de croisière. Il faut savoir en effet qu'il existe de tels missiles lancés à partir de sous-marins, d'avions ou du sol. Or, "bien qu'ils soient, de tous les missiles de croisière, ceux qui offriraient la plus grande capacité de survie, les SLCM (missiles lancés par sous-marin) seraient les moins visibles d'un point de vue politique (sauf lors de visites portuaires)". (Rapport militaire p.14). Donc cette option n'a pas été retenue, car elle ne répond pas aux critères de "visibilité" dont l'importance est considérée comme capitale sur le plan des perceptions soviétiques (rapport politique p.46). On peut se poser alors des questions sur la réelle volonté de l'OTAN de se renforcer. Ces questions, M. DE VRIES se les pose d'autant plus qu'il reprend une remarque du général HALG, ancien commandant en chef des forces alliées en Europe, qui a qualifié les propositions de l'OTAN "d'expédients politiques ayant une valeur purement symbolique". (p. 29)

### III. Scénario pour des négociations

A ce niveau encore, c'est le rapport de la commission militaire que nous semble le plus édifiant. Le rapporteur affirme que l'attitude de l'OTAN voulant absolument augmenter son dispositif

militaire pour contrebalancer la puissance soviétique est une erreur. Il estime que les capacités actuelles et futures des Etats-Unis suffisent pour dissuader les Soviétiques de déclencher une attaque. Pour M. de Vries, reprenant d'ailleurs un ancien conseiller de présidents américains : "Le meilleur moyen d'apprécier la garantie fondamentale n'est plus de comparer le nombre des armes à longue portée de l'OTAN au nombre de SS-20 et de Backfire" (p.27). D'ailleurs, poursuit encore M. de Vries, l'Ouest vit sous la menace de 600 missiles et de centaines de bombardiers depuis 20 ans. Et il reprend une conclusion de l'IISS qui dit : "... il faudrait sans nul doute que ces chiffres changent très fortement (les chiffres de SS-20 disponibles) pour qu'apparaisse un net déséquilibre sur le plan de l'utilité globale des systèmes". (p.28)

Le rapporteur, en arrivant au noeud du problème, est d'avis que "l'option "contrôle des armements" devrait être poursuivie avant de prendre toute décision sur le déploiement de capacités nouvelles". (p.31)

Le cadre le plus approprié pour des négociations sur les systèmes de théâtre est celui des négociations SALT III. "Des résultats tangibles auraient le plus de chances d'être obtenus par le biais de tranches bilatérales négociées entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, par exemple, la limitation du développement des missiles de croisière au delà d'une certaine portée en contrepartie d'un plafond satisfaisant pour les SS-20". (p.31) Si cette première phase s'avérait fructueuse, il serait possible d'élargir le débat sur les armes de théâtre à longue portée et de rechercher des limitations plus complètes, allant jusqu'à l'interdiction des nouveaux types de missiles". (p.31)

Si au contraire, au cours des négociations, l'Union Soviétique n'acceptait pas que des restrictions effectives soient imposées à ses systèmes de théâtre, l'Alliance devrait laisser le Protocole de Salt II arriver à échéance, sans accepter de le renouveler, et déterminer les nouveaux déplacements de systèmes qui pourraient alors être nécessaires.

En conclusion, le rapporteur affirme que "... si la raison principale des préoccupations occidentales réside dans la possibilité d'une expansion massive non contrôlée des Soviétiques, il est certain que la solution à long terme la plus constructive réside dans le contrôle des armements : l'adoption d'une solution technique ne pourrait qu'entraîner une nouvelle course aux armements. (p.33)

A qui cette course pourrait-elle profiter ? Un élément de réponse est peut-être donné par l'économiste Kenneth GALBRAITH quand il dit : "La base la plus importante de l'opposition à la détente, ce sont les intérêts économiques... Il serait beaucoup plus sain que ceux qui ont un intérêt économique dans la course aux armements cessent de s'abriter derrière des mots tels que paix, liberté ou sécurité nationale".

---